

MICHAEL POSNER

Secrétaire d'État adjoint à la Démocratie, aux Droits de l'Homme et au Travail,
États-Unis

Merci Thierry. Vous êtes un vrai visionnaire et ce que vous avez réalisé ici au cours de ces deux ou trois derniers jours est en tout à fait en accord avec l'administration Obama-Clinton. Dans ses discours au Caire, puis à Moscou, à Accra et aux Nations unies il y a quelques semaines, le Président Obama a défini une politique du gouvernement américain qui représente un réel changement. Je souhaite me focaliser sur trois aspects de ce changement qui ont particulièrement trait au thème de la gouvernance et qui sont au cœur de ce que nous essayons de faire au sein du Gouvernement américain.

Le premier aspect abordé par le Président Obama est un nouveau type d'engagement de principe pris par les États-Unis et d'autres gouvernements en faveur de l'Organisation des Nations unies et des relations bilatérales avec l'ONU pour tenter de trouver une nouvelle façon de faire progresser notre programme commun. J'étais à Genève au Conseil des droits de l'homme de l'ONU, en septembre dernier, où nous avons aidé le gouvernement égyptien à élaborer une résolution qui a rassemblé l'Organisation de la conférence islamique, l'Union européenne et d'autres acteurs autour de la question de la liberté d'expression, question qui a suscité de nombreux débats ces dernières années. Nous avons conclu que nous devons nous focaliser non sur ce qui nous divisait mais plutôt sur ce qui nous rapprochait.

Deuxième point qui reflète ce que nous tentons de faire et concerne véritablement la gouvernance : l'établissement d'un seul ensemble de droits de l'homme et de normes démocratiques, d'un seul ensemble de règles pour le monde entier, y compris pour nous. Dès le deuxième jour de son mandat, le Président Obama a émis trois décrets ordonnant, entre autres, la fermeture du centre de détention de Guantanamo et la fin des tortures « officielles » par des autorités américaines. Il est essentiel que nous montrions l'exemple.

Le troisième aspect est de dire la vérité, d'être francs lorsque nous remarquons des faiblesses, que ce soit au sein de l'ONU ou dans d'autres organisations internationales et régionales ou dans la manière d'entretenir les relations bilatérales. Nous disposons déjà de l'architecture définie après la Seconde guerre mondiale, à savoir la Déclaration universelle des droits de l'homme, le droit humanitaire et le droit des réfugiés, ainsi que les institutions financières internationales. Soixante ans plus tard, nous avons besoin de nouvelles règles relatives à cette question importante de la gouvernance pour nous guider au cours du 21^e siècle.

Les États ne sont pas les seuls à avoir un rôle à jouer et je sais que certains d'entre vous sont issus du secteur des entreprises. Nous devons penser à des partenariats et des engagements entre le public et le privé, la secrétaire d'état Mme Clinton y tient beaucoup. Seules cinquante des

cent entreprises les plus importantes sont des entreprises du secteur public. Les cinquante autres sont des acteurs privés. Nous avons besoin de promouvoir à la fois la responsabilité sociale des entreprises et leur sens civique, que se soit dans la chaîne d'approvisionnement mondiale ou dans les industries extractives. Mais nous devons aussi exploiter la puissance des entreprises privées pour résoudre certains de ces problèmes.

Enfin, il y a la nécessité pour les gouvernements et la société civile d'établir de nouvelles relations. Lorsque nous parlons de démocratie, nous devons voir au-delà des élections. Nous devons nous demander à quoi ressemble une société démocratique. C'est une société fondée sur l'état de droit, la transparence et une presse indépendante, ainsi que sur une société civile dynamique qui, entre autres, réserve une grande place aux femmes. Tels sont les problèmes liés à la gouvernance. Il est donc essentiel, aujourd'hui plus que jamais, d'organiser des rencontres comme cette World Policy Conference pour réunir non seulement les gouvernements et le secteur des entreprises mais également les acteurs majeurs de la société civile, pour nous aider à résoudre les problèmes de notre temps.

C'est un immense plaisir pour moi d'être ici. Merci de m'avoir donné la parole.